JUIL 1962

ROYAUME DE BELGIQUE. KONINKRIJK BELGIE.

Coordination (2)

AVIS DU CONSEIL D'ETAT. ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 30 mai 1962, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "fixant la rémunération des professeurs civils et des professeurs suppléants civils de l'Ecole des Administrateurs Militaires et modifiant l'arrêté royal du 23 octobre 1950 relatif aux allocations attribuées aux membres du personnel enseignant de la section "administrateurs militaires" de l'Ecole des Services Financiers de l'Armée", a donné le 20 juin 1962 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 30e mei 1962 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot vaststelling van de bezoldiging van de burgerprofessoren en van de plaatsvervangende burgerprofessoren van de School der Militaire Administrateurs en tot wijziging van het koninklijk besluit van 23 oktober 1950 betreffende de toelagen verleend aan de leden van het onderwijzend personeel van de afdeling "Militaire Administrateurs" van de School van de financiële diensten van het Leger", heeft de 20e juni 1962 het volgend advies gegeven :

Le projet a pour objet de fixer le traitement des professeurs civils et des professeurs civils suppléants de l'école des administrateurs militaires.

Deux textes règlent actuellement la situation pécuniaire des professeurs de cette école :

- l'arrêté royal du 23 octobre 1950 relatif aux allocations attribuées aux membres du personnel enseignant de la section "administrateurs militaires" de l'école des services financiers de l'armée, et l'arrêté royal du 9 octobre 1950 fixant les rémunérations des professeurs civils de l'école de préparation à la sous-lieutenance et de la section des officiers payeurs de l'école des services financiers de l'armée.

A ces deux textes, le projet en ajoute un troisième.

A diverses reprises, le Conseil d'Etat a déjà eu l'occasion d'attirer l'attention sur la dispersion des textes prévoyant les traitements, allocations et indemnités des membres du personnel enseignant des diverses écoles attachées au Ministère de la Défense nationale (avis du 8 juin 1953 sur un projet d'arrêté royal relatif à l'accession au grade de major-administrateur militaire et sur un projet d'arrêté royal portant organisation de l'école des administrateurs militaires, n°s L. 3592 et 3593 - avis du 24 avril 1961 sur un projet d'arrêté royal fixant les rémunérations des fonctionnaires civils, officiers, professeurs civils et personnalités civiles chargés de donner des cours ou des conférences à l'école d'information, n° L. 7508). La section de législation a suggéré qu'une étude d'ensemble soit entreprise aux fins de coordonner ces diverses matières.

.../...

Si une réglementation uniforme pour tous les établissements d'enseignement dépendant du Ministère de la Défense nationale n'est pas possible dans l'immédiat, encore faudrait-il que la réglementation relative au statut pécuniaire des professeurs de tel ou tel établissement soit elle-même coordonnée et mise en concordance avec le statut administratif de cette école.

Tel n'est pas le cas pour l'école des administrateurs militaires. Une refonte générale du statut pécuniaire des professeurs de cet établissement s'impose; le Conseil d'Etat l'a déjà fait observer dans son avis du 13 décembre 1960 concernant le projet d'arrêté royal portant organisation de l'école des administrateurs militaires (n° L. 7371).

Il faut, en effet, observer :

- que l'arrêté royal du 14 juillet 1953 a remplacé l'appellation "Ecole des services financiers de l'armée" par celle d' "Ecole des administrateurs militaires";
- que ce même arrêté a supprimé les deux sections "administrateurs militaires" et "officiers payeurs"; qu'il n'existe plus actuellement à l'école des administrateurs militaires, d'élèves candidats officiers payeurs;
- et que l'arrêté royal du 23 octobre 1950 ne fixe pas la situation pécuniaire du commandant en second de l'école, emploi créé par l'arrêté royal du 14 juillet 1953.

.../...

Ces divers points révèlent la nécessité de mettre en concordance le statut administratif de l'école et les règles fixant le régime pécuniaire des professeurs qui y sont attachés.

Le Conseil d'Etat suggère de rédiger le projet sous forme d'arrêté modifiant l'arrêté royal du 1er février 1961 portant organisation de l'école des administrateurs militaires; l'article 1er du projet deviendrait l'article 5bis de cet arrêté.

Cette formule a été employée par l'arrêté royal du 21 juin 1960 portant organisation de l'école de guerre; l'article 6 de cet arrêté fixe, en effet, le régime pécuniaire des membres civils du personnel enseignant de cet établissement.

Le projet devrait de plus abroger, non seulement l'article 3 de l'arrêté royal du 23 octobre 1950, mais également l'arrêté royal du 9 octobre 1950 en tant qu'il s'applique aux professeurs civils de la section des officiers payeurs de l'école des administrateurs militaires.

Quoique le projet n'ait pas trait aux membres militaires du personnel enseignant de l'école des administrateurs militaires, le Conseil d'Etat, par souci d'apporter aux textes en vigueur plus de coordination, suggère d'insérer les dispositions de l'arrêté royal du 23 octobre 1950 dans l'arrêté royal du 9 septembre 1953 relatif aux allocations attribuées aux

.../...

membres du personnel enseignant de l'école royale militaire et de l'école de guerre, modifié par l'arrêté royal du 27 octobre 1959; de cette manière, un même texte réglerait le statut pécuniaire des membres militaires du personnel enseignant des trois grandes écoles attachées au Ministère de la Défense nationale.

\+

\+ +

L'accord du Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique a été demandé en vertu de l'article 8 de l'arrêté royal du 5 octobre 1961 portant organisation du contrôle administratif et budgétaire.

Suivant l'article 6, 2°, du même arrêté royal du 5 octobre 1961, l'accord du Ministre des Finances doit également être demandé car le projet est de nature "à entraîner des dépenses nouvelles"; cet accord doit, lui aussi, être visé avec sa date dans le préambule du projet en application de l'article 24 de cet arrêté.

Dans une circulaire du 26 janvier 1962 ayant trait à l'exécution de l'arrêté royal du 5 octobre 1961, le Premier Ministre, le Ministre des Finances et le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique écrivent notamment :

.../...

"L'attention est attirée sur le fait que les dossiers qui doivent être soumis, soit au contreseing du Ministre des Finances en vertu de la loi du 20 juillet 1921, soit à son accord en application de l'article 6 de l'arrêté royal du 5 octobre 1961, mais qui tombent également sous l'application de l'article 8, doivent être introduits auprès du Ministre qui a l'administration générale dans ses attributions, qui se chargera de solliciter, soit le contreseing, soit l'accord du Ministre des Finances".

Une telle circulaire ne signifie pas - et ne pourrait du reste pas signifier - que l'accord du Ministre des Finances ne doit pas être visé dans le préambule du projet; l'article 24 de l'arrêté royal du 5 octobre 1961 prévoit en termes exprès cette formalité. Elle doit donc être accomplie.

\+

\+ \+

L'article 1er du projet dispose :

"Les professeurs civils et les professeurs suppléants civils de l'école des administrateurs militaires jouissent d'un traitement forfaitaire égal à celui prévu pour les chargés de cours civils de l'école royale militaire pour lesquels l'enseignement ne constitue qu'une charge accessoire. Ce traitement n'est pas soumis aux dispositions sur le cumul et est soumis au régime de mobilité applicable aux traitements du personnel des Ministères".

.../...

L'article 18, § 1er, de la loi du 6 mars 1925, modifié par celle du 30 juillet 1928 et complété par l'arrêté royal du 31 mai 1933, interdit de cumuler en entier les traitements organiques de deux ou plusieurs fonctions considérées comme emplois de carrière, exercées au service de l'Etat, des provinces, des communes et des établissements publics, et prescrit, en cas de cumul de pareilles fonctions, la réduction d'au moins 50 p.c. des traitements autres que le plus élevé. Aux termes du même article, en cas de cumul d'une profession accessoire et d'un emploi de carrière, tous deux rétribués par l'Etat, la rémunération afférente à la profession accessoire est, à partir du 1er juin 1933, réduite de 50 p.c. si les temps normaux de travail sont simultanés.

Il résulte tant des termes généraux utilisés par la loi que des intentions exprimées dans les travaux parlementaires que le législateur a voulu établir en matière de cumul, un régime s'appliquant à tous ceux qui sont au service de l'Etat.

Les professeurs civils et les professeurs suppléants civils de l'école des administrateurs militaires sont donc compris dans le champ d'application de ces dispositions légales. Ces professeurs, dont la charge à l'école des administrateurs militaires est une charge accessoire et qui occupent un emploi de carrière rétribué par l'Etat, sont assujettis aux dispositions de cette loi de 1925 telle qu'elle a été modifiée par l'arrêté royal du 31 mai 1933; la rémunération afférente à leur charge accessoire doit être réduite de 50 p.c. si les temps normaux de travail sont simultanés.

.../...

S'il ne peut appartenir au Roi de soustraire le traitement des professeurs de l'école des administrateurs militaires à l'application des dispositions légales sur le cumul, il lui est assurément permis, en revanche, d'apprécier, selon les circonstances, si les temps normaux de travail dont il est question à la loi citée ci-dessus, coïncident ou non. La simultanéité qui doit entraîner la réduction de moitié du traitement est, en effet, une notion susceptible d'appréciations diverses. C'est dans cet esprit que l'article 1er du projet pourrait être rédigé comme il est proposé ci-après.

+

L'intention du Gouvernement est d'ailleurs d'accorder aux professeurs civils et aux professeurs suppléants civils de l'école des administrateurs militaires une rétribution d'un montant de 750 francs par heure de cours, montant alloué aux chargés de cours part-time de l'Ecole royale militaire. On peut en déduire que selon son appréciation les heures d'enseignement qui sont ainsi rémunérées sont susceptibles de ne pas coïncider avec les temps normaux de leur activité principale.

+ +

La rétroactivité attachée au projet, par son article 3, n'est à l'abri de critique que dans la mesure où elle ne porte pas atteinte à des droits acquis.

+ +

.../...

Tenant compte de ces diverses observations, le Conseil d'Etat propose de rédiger le projet de la manière suivante :

ARRETE ROYAL RELATIF A LA REMUNERATION DES PROFESSEURS CIVILS ET PROFESSEURS SUPPLEANTS CIVILS DE L'ECOLE DES ADMINISTRATEURS MILITAIRES.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu les articles 67 et 68 de la Constitution;

Vu l'arrêté royal du 9 octobre 1950 fixant les rémunérations des professeurs civils de l'école de préparation à la sous-lieutenance et de la section des officiers payeurs de l'école des services financiers de l'armée;

Vu l'arrêté royal du 23 octobre 1950 relatif aux allocations attribuées aux membres du personnel enseignant de la section "administrateurs militaires" de l'école des services financiers de l'armée;

Vu l'arrêté royal du 1er février 1961 portant organisation de l'école des administrateurs militaires;

Vu l'accord de Notre Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique, donné le 12 avril 1962;

.../...

Vu l'accord de Notre des Finances, donné le ...;

Considérant qu'il y a lieu d'aligner la rémunération des professeurs civils et des professeurs suppléants civils de l'école des administrateurs militaires, sur celle des chargés de cours civils de l'Ecole royale militaire, pour lesquels l'enseignement constitue une charge accessoire;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Défense nationale,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Article 1er.-

Un article 5bis, rédigé comme suit, est inséré dans l'arrêté royal du 1er février 1961 portant organisation de l'école des administrateurs militaires :

"Article 5bis. Les professeurs civils et les professeurs suppléants civils perçoivent une allocation de 750 francs par heure de cours.

Cette allocation est soumise au régime de mobilité applicable aux traitements du personnel des Ministères".

.../...

Article 2.-

Les modifications suivantes sont apportées à l'arrêté royal du 9 octobre 1950 fixant les rémunérations des professeurs civils de l'école de préparation à la sous-lieutenance et de la section des officiers payeurs de l'école des services financiers de l'armée :

1° dans l'intitulé, les mots "et de la section des officiers payeurs de l'école des services financiers de l'armée" sont omis;

2° dans l'article 1er, les mots "et de la section des officiers payeurs de l'école des services financiers de l'armée" sont omis.

Article 3.-

L'article 3 de l'arrêté royal du 23 octobre 1950 relatif aux allocations attribuées aux membres du personnel enseignant de la section "administrateurs militaires" de l'école des services financiers de l'armée, est abrogé.

Article 4.-

Le présent arrêté produit ses effets le 13 février 1961.

.../...

Article 5.-

Notre Ministre de la Défense nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à , le

PAR LE ROI :

Le Ministre de la Défense nationale,

Le Ministre des Finances,

Het ontwerp strekt tot vaststelling van de wedde van burgerprofessoren en plaatsvervangende burgerprofessoren aan de school der militaire administrateurs.

De bezoldigingsregeling van de professoren van die school is thans in twee teksten vastgelegd :

- het koninklijk besluit van 23 oktober 1950 betreffende de toelagen verleend aan de leden van het onderwijzend personeel van de afdeling "militaire administrateurs", van de school van de financiële diensten van het leger en het koninklijk besluit van 9 oktober 1950 tot vaststelling van de bezoldigingen der burgerlijke professoren aan de school voorbereidend tot de graad van onderluitenant en aan de sectie der officieren betaalmeesters van de school der financiële diensten van het leger.

Daaraan voegt het ontwerp een derde tekst toe.

Herhaaldelijk heeft de Raad van State de gelegenheid gehad de aandacht te vestigen op de versnippering van de teksten betreffende de wedden, toelagen en vergoedingen van de leden van het onderwijzend personeel van de aan het Ministerie van Landsverdediging verbonden scholen (advies van 8 juni 1953 over een ontwerp van koninklijk besluit betreffende de verwerving van de graad van majoor-militair administrateur en over een ontwerp van koninklijk besluit houdende organisatie van de school voor militaire administrateurs, nrs L. 3592 - 3593 - advies van 24 april 1961 over een ontwerp van koninklijk besluit tot vaststelling van de bezoldiging van sommige burgerlijke ambtenaren, officieren, burgerlijke leraars en burgerlijke personaliteiten die ermede belast worden

.../...

lessen te geven of voordrachten te houden in de informatieschool, nr L. 7508). De afdeling wetgeving heeft voorgesteld, dat de zaak in haar geheel zou worden bestudeerd, ten einde tot een coördinatie te komen.

Is een eenvormige regeling voor alle onderwijsinrichtingen die onder het Ministerie van Landsverdediging ressorteren niet onmiddellijk te verwezenlijken, de bezoldigingsregeling van professoren aan een bepaalde school zou althans gecoördineerd en met het administratief statuut van die school in overeenstemming gebracht moeten worden.

Voor de school der militaire administrateurs is dit niet gebeurd. Een algemene herziening van de bezoldigingsregeling der professoren van die inrichting is nodig; de Raad van State heeft het reeds gezegd in zijn advies van 13 december 1960 over het ontwerp van koninklijk besluit houdende inrichting van de school der militaire administrateurs (nr L. 7371).

Er dient immers te worden opgemerkt :

- dat het koninklijk besluit van 14 juli 1953 de benaming "School van de financiële diensten van het leger" heeft vervangen door "School voor militaire administrateurs";
- dat hetzelfde besluit de beide secties "militaire beheerders" en "officieren betaalmeesters" heeft afgeschaft; dat er thans in de school voor militaire administrateurs geen leerlingen kandidaat-officieren betaalmeesters meer zijn;

.../...

- en dat het koninklijk besluit van 23 oktober 1950 geen bezoldigingsregeling vaststelt voor de tweede commandant van de school, welke betrekking is ingesteld door het koninklijk besluit van 14 juli 1953.

Uit dit alles blijkt de noodzaak, het administratief statuut van de school en de bezoldigingsregelen van de daaraan verbonden professoren in overeenstemming te brengen.

De Raad van State stelt voor, het ontwerp te redigeren in de vorm van een besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 1 februari 1961 tot inrichting van de school der militaire administrateurs; artikel 1 van het ontwerp zou artikel 5bis van dat besluit worden.

Deze werkwijze is ook gevolgd in het koninklijk besluit van 21 juni 1960 houdende inrichting van de krijgsschool; artikel 6 van dat besluit bepaalt immers de bezoldigingsregeling van de "burgerleden" van het onderwijzend personeel van die inrichting.

Bovendien zou het ontwerp niet alleen artikel 3 van het koninklijk besluit van 23 oktober 1950, maar ook het koninklijk besluit van 9 oktober 1950 moeten opheffen voor zover dit toepassing vindt op de burgerprofessoren van de sectie "officieren betaalmeesters" van de school der militaire administrateurs.

.../...

Ofschoon het ontwerp geen betrekking heeft op de militairen onder het onderwijzend personeel van de school der militaire administrateurs, stelt de Raad van State voor, met het oog op een grotere coördinatie van de geldende teksten, de bepalingen van het koninklijk besluit van 23 oktober 1950 in te voegen in het koninklijk besluit van 9 september 1953 betreffende de toelagen verleend aan de leden van het onderwijzend personeel van de koninklijke militaire school en van de krijgsschool, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 27 oktober 1959; op die wijze zou een zelfde tekst de bezoldigingsregeling vaststellen voor de militairen onder het onderwijzend personeel van de drie grote scholen die aan het Ministerie van Landsverdediging zijn verbonden.

\+

\+ \+

Het akkoord van de Minister van Binnenlandse Zaken en van het Openbaar Ambt is gevraagd krachtens artikel 8 van het koninklijk besluit van 5 oktober 1961 tot regeling van de administratieve en begrotingscontrole.

Volgens artikel 6, 2°, van hetzelfde koninklijk besluit van 5 oktober 1961 moet ook het akkoord van de Minister van Financiën worden gevraagd, want het gaat om een ontwerp "waardoor nieuwe uitgaven kunnen ontstaan". Krachtens artikel 24 van dat besluit moet ook dit akkoord, met zijn datum, in de aanhef worden vermeld.

.../...

In een omzendbrief van 26 januari 1962 met betrekking tot de uitvoering van het koninklijk besluit van 5 oktober 1961, schrijven de Eerste-Minister, de Minister van Financiën en de Minister van Binnenlandse Zaken en van het Openbaar Ambt onder meer :

"De aandacht wordt gevestigd op het feit dat de dossiers die moeten voorgelegd worden hetzij aan de medeondertekening van de Minister van Financiën bij toepassing van de wet van 20 juli 1921, hetzij aan zijn akkoord bij toepassing van artikel 6 van het koninklijk besluit van 5 oktober 1961, maar die eveneens onder de toepassing van artikel 8 vallen, moeten ingediend worden bij de Minister tot wiens bevoegdheid het algemeen bestuur behoort, die zich zal gelasten hetzij om de medeondertekening, hetzij om het akkoord van de Minister van Financiën te verzoeken".

Zodanige omzendbrief betekent niet - en kan overigens niet betekenen - dat de aanhef van het ontwerp het akkoord van de Minister van Financiën niet hoeft te vermelden; deze formaliteit is in artikel 24 van het koninklijk besluit van 5 oktober 1961 uitdrukkelijk voorgeschreven. Zij dient dus te worden vervuld.

\+

\+ +

Artikel 1 van het cntwerp bepaalt :

"De burgerprofessoren en de plaatsvervangende burgerprofessoren van de school der militaire administrateurs genieten een forfaitaire wedde die gelijk is aan die welke vastgesteld is voor de burgerdocenten van de

.../...

koninklijke militaire school voor wie het onderwijs slechts een bijbetrekking is. Deze wedde valt niet onder de bepalingen betreffende de cumulatie en is onderworpen aan het mobiliteitsstelsel dat op de wedden van het Rijkspersoneel van toepassing is".

Artikel 18, § 1, van de wet van 6 maart 1925, gewijzigd door die van 30 juli 1928 en aangevuld door het koninklijk besluit van 31 mei 1933, verbiedt de organieke wedde van twee of verscheidene in dienst van de Staat, de provincies, de gemeenten en de openbare instellingen uitgeoefende "als beroepsbetrekkingen beschouwde functiën" geheel te cumuleren, en schrijft voor dat, in geval van cumulatie van dergelijke functiën, de wedden, de hoogste uitgenomen, met de helft worden verminderd. Hetzelfde artikel bepaalt nog : "Bij cumulatie van een bijkomstig ambt en een loopbaan-betrekking beide bezoldigd door de Staat, wordt de vergoeding betreffende de bijkomstige betrekking, met ingang van 1 juni 1933, met 50 t.h. verminderd indien de normale arbeidstijd van beide betrekkingen samenvalt".

Zowel uit de algemene bewoordingen van de wet als uit de in de parlementaire voorbereiding tot uitdrukking gebrachte bedoelingen, blijkt dat de wetgever inzake cumulatie een regeling heeft willen vaststellen die geldt voor allen die in Rijksdienst zijn.

Ook de burgerprofessoren en de plaatsvervangende burgerprofessoren aan de school der militaire administrateurs vallen dus onder toepassing van deze wettelijke bepalingen. Deze professoren, wier taak in de school der militaire administrateurs een bijbetrekking is, en die een door de Staat bezoldigde loopbaanbetrekking uitoefenen, zijn onderworpen aan de

.../...

voorzieningen van deze wet van 1925 zoals zij is gewijzigd door het koninklijk besluit van 31 mei 1933; de bezoldiging van hun bijbetrekking moet met 50 t.h. worden verminderd indien de normale arbeidstijd van beide betrekkingen samenvalt.

Kan de Koning de wedde van de professoren aan de school der militaire administrateurs niet onttrekken aan de toepassing van de wettelijke bepalingen betreffende de cumulatie, in ieder geval mag hij, naar gelang van de omstandigheden, zelf uitmaken of de normale arbeidstijden, bedoeld in de hiervorengenoemde wet, al dan niet samenvallen. Het samenvallen, dat vermindering van de wedde met de helft tot gevolg moet hebben, is immers een begrip dat verschillend kan worden geïnterpreteerd. In die geest zou artikel 1 van het ontwerp kunnen worden gelezen zoals hierna is voorgesteld.

+

De Regering bedoelt overigens, de burgerprofessoren en plaatsvervangende burgerprofessoren aan de school der militaire administrateurs een bezoldiging van 750 frank per lesuur toe te kennen : hetzelfde bedrag als voor part-time docenten aan de koninklijke militaire school. Hieruit kan worden afgeleid dat de aldus bezoldigde uren naar de opvatting van de Regering uren kunnen zijn die niet noodzakelijk met de normale uren van hun hoofdbezigheid moeten samenvallen.

+ +

Tegen de terugwerking welke artikel 3 aan het ontwerp verbindt, is alleen dan geen bezwaar, wanneer geen afbreuk wordt gedaan aan verkregen rechten.

+ +

Met inachtneming van al die opmerkingen, wordt voorgesteld het ontwerp te lezen als volgt :

KONINKLIJK BESLUIT BETREFFENDE DE BEZOLDIGING VAN BURGER-PROFESSOREN EN PLAATSVERVANGENDE BURGERPROFESSOREN AAN DE SCHOOL DER MILITAIRE ADMINISTRATEURS.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen, die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de artikelen 67 en 68 van de Grondwet;

Gelet op het koninklijk besluit van 9 oktober 1950 tot vaststelling van de bezoldigingen der burgerlijke professoren aan de school voorbereidend tot de graad van onderluitenant en aan de sectie der officieren betaalmeesters van de school der financiële diensten van het leger;

Gelet op het koninklijk besluit van 23 oktober 1950 betreffende de toelagen verleend aan de leden van het onderwijzend personeel van de afdeling "militaire administrateurs" van de school van de financiële diensten van het leger;

Gelet op het koninklijk besluit van 1 februari 1961 tot inrichting van de school der militaire administrateurs;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Binnenlandse Zaken en van het Openbaar Ambt, gegeven op 12 april 1962;

.../...

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Financiën, gegeven op ...;

Overwegende dat burgerprofessoren en plaatsvervangende burgerprofessoren aan de school der militaire administrateurs dienen te worden bezoldigd op dezelfde voet als de burgerdocenten van de koninklijke militaire school, voor wie het onderwijs een bijbetrekking is;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Landsverdediging,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Artikel 1.-

In het koninklijk besluit van 1 februari 1961 tot inrichting van de school der militaire administrateurs wordt een artikel 5bis ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 5bis. De burgerprofessoren en plaatsvervangende burgerprofessoren ontvangen een toelage van 750 frank per lesuur.

Op deze toelage wordt de mobiliteitsregeling geldend voor de wedden van het personeel der Ministeries toegepast".

.../...

Artikel 2.-

In het koninklijk besluit van 9 oktober 1950 tot vaststelling van de bezoldigingen der burgerlijke professoren aan de school voorbereidend tot de graad van onderluitenant en aan de sectie der officieren betaalmeesters van de school der financiële diensten van het leger worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het opschrift worden de woorden "en aan de sectie der officieren-betaalmeesters van de school der financiële diensten van het leger" geschrapt ;

2° in artikel 1 worden de woorden "en van de sectie der officieren-betaalmeesters van de school der financiële diensten van het leger" geschrapt.

Artikel 3.-

Artikel 3 van het koninklijk besluit van 23 oktober 1950 betreffende de toelagen verleend aan de leden van het onderwijzend personeel van de afdeling "militaire administrateurs" van de school van de financiële diensten van het leger, wordt opgeheven.

Artikel 4.-

Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 13 februari 1961.

.../...

Artikel 5.-

Onze Minister van Landsverdediging is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te ,

VAN KONINGSWEGE :

De Minister van Landsverdediging,

De Minister van Financiën,

La chambre était composée de

Messieurs : J. SUETENS, premier président,

L. MOUREAU, conseillers d'Etat,
G. HOLOYE,

F. DUCHENE, assesseurs de la section de législation,
Ch. VAN REEPINGHEN,

C. ROUSSEAUX, greffier adjoint,

De kamer was samengesteld uit

de Heren : eerste-voorzitter,

raadsheren van State,

bijzitters van de afdeling wetgeving,

adjunct-griffier, greffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. SUETENS.

Le rapport a été présenté par M. F. REMION, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. SUETENS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. F. REMION, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s) C. ROUSSEAUX.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) J. SUETENS.